



Dérivation de la Rupert

LES QUÉBÉCOIS SONT INTELLIGENTS ET RESPONSABLES

Prenons le Richelieu et renvoyons-le finir ses jours dans le lac Memphrémagog au lieu de le laisser suivre son cours naturel vers son débouché millénaire, le fleuve Saint-Laurent. Voilà une image du projet de dérivation de la rivière Rupert, deux fois plus grosse et cinq fois plus longue que le Richelieu, et que l'on compte «rediriger vers le nord», 300 kilomètres plus loin, à l'aide de 4 barrages, 8 canaux, 75 digues, un tunnel et 346 km² de territoires inondés.

Il serait inconscient, voire hypocrite, de penser qu'un ouvrage aussi gigantesque n'ait que des impacts environnementaux et humains négligeables. Peut-on impunément, en 2005, affecter la santé d'un peuple, les Cris en l'occurrence, et détruire son environnement ? La Fondation Rivières, devant ce projet, ne tient d'autres discours que celui-ci : avant de raser, mesurons les conséquences et alternatives.

La Fondation Rivières, en cela, n'invente rien. Au Brésil, à cette heure même, l'évêque Luiz Flavio Cappio livre le combat d'empêcher le détournement du grand fleuve San Francisco. Au Québec, il est insultant de laisser entendre que les Québécois ne sont pas aussi soucieux des enjeux qu'ailleurs dans le monde.

Car, avec la dérivation de la Rupert, l'humain est touché dans ce qu'il a de plus fondamental : sa santé physique et psychologique. La lucidité nous oblige à constater que l'histoire récente des Cris et d'autres peuples autochtones est truffée de bouleversements, d'expulsions et d'exodes causés directement par nos développements hydroélectriques. À Waskaganish, à l'embouchure de la Rupert, de tristes feuilles photocopiées, à l'instar de celles que l'on met ici pour les chiens perdus, portent un message déchirant incitant les adultes à maintenir constamment sous clé le naphtha, le gaz et le propane, en raison du large nombre de jeunes qui en *sniffent*. Si nous ne pouvons attribuer la misère sociale uniquement à l'éventuelle dérivation de la Rupert, convenons que les bouleversements amplifient le désarroi. Rappelons-nous les détresses de Mirabel et de Forillon.

Santé physique ensuite. Inonder des terres produit inexorablement du mercure. Un poison neurotoxique puissant. À Chisasibi, le grand réservoir La Grande a vu son taux de mercure dans les poissons augmenter en moyenne de 5 fois. La réponse d'Hydro-Québec ? La *gestion* de la consommation du poisson. En termes clairs, la consommation du doré et du brochet sera *non recommandée* pour au moins les 30 prochaines années, toutes strates de population confondues, notamment chez les femmes et les enfants. Une génération ! Facile quand il y a un Provigo à côté, mais à Nemaska, qui sera directement affecté par les inondations de la Rupert, le village ne dispose que d'un – soyons généreux ! – dépanneur agrandi. Comment une mère peut-elle ainsi prétendre nourrir correctement sa famille si on lui retire sa source d'alimentation saine et à bas prix?



La Fondation Rivières ne rejette pas les développements hydrauliques en soi. Mais elle pose comme acquis que nous sommes un peuple responsable, capable de réajustements et d'évolution. Or, la situation a justement évolué depuis les premières ébauches du projet de dérivation. Des alternatives s'offrent à nous. Examinons-les avec crédibilité, mettons chiffres et impacts clairement sur la table. Inutile d'agiter les mêmes spectres et mirages utilisés depuis 30 ans.

Au chapitre des spectres, arrive indéniablement premier celui de l'insécurité énergétique. Qu'en est-il vraiment ? Nous convenons que la question est complexe. Mais il n'y a pas concordance entre les sources officielles et les discours alarmistes d'éclairage à la chandelle. Selon les dernières prévisions d'Hydro-Québec¹, nos besoins en électricité atteindront 197,6 TWh en 2014 alors que la capacité de production sera d'environ 215 TWh en 2014² et cela, en éliminant du bilan la centrale nucléaire de Gentilly et le projet Rupert. Toujours selon Hydro-Québec¹, il est clairement écrit que « les besoins en énergie du Distributeur sont assez faibles au-delà de l'année 2006 ». En termes simples, l'offre excéderait la demande de près de 20 TWh jusqu'en 2014. Quant aux besoins en puissance, « le Distributeur a identifié différents moyens qui peuvent lui permettre de combler ses besoins en puissance », permettant de satisfaire aux besoins de pointe jusqu'en 2014 avec la marge de sécurité habituelle de 10 %.

Et ce, sans compter l'ajout d'éolien. L'énergie éolienne n'est pas une panacée. Mais elle est largement complémentaire au Québec où nous dépendons à 97% de l'énergie hydraulique et d'immenses réservoirs vulnérables à l'hydraulicité... c'est-à-dire à la pluie ! Soulignons, par exemple, que l'éolien est à son meilleur aux grands vents d'hiver... alors que nos réservoirs d'eau se vident lors de la pointe de la demande. Or, les plus grands gisements éoliens reconnus en Amérique du Nord se trouvent précisément à la Baie James, à portée des lignes de transport d'Hydro-Québec prêtes à relayer l'énergie au Sud. À titre d'exemple, 15 à 20% des besoins énergétiques des Danois sont comblés par l'éolien.

Premier mirage maintenant, celui des emplois et de l'activité économique. Toutes les familles québécoises ont un cousin ou un fils qui a « fait » la Baie James dans les années 70. C'était le modèle de développement économique de 1970-75. Nous sommes aujourd'hui en 2005, il est temps de le réactualiser. Il suffit de sillonner les quartiers pauvres des villes et les campagnes du Québec pour constater combien, en hiver, la chaleur fuit par nos portes, fenêtres et toits. Avec des programmes de rénovation intensifs pour rendre nos maisons plus étanches, nous permettrons à nos jeunes de troquer deux ans de chantiers au loin contre un travail, chez eux, dans les régions rendues exsangues par leur exode, et en dépensant au sein de leur économie régionale.

¹ *État d'avancement du plan d'approvisionnement 2005-2014, Hydro-Québec Distribution, 19 octobre 2005.*

² *Selon rapport annuel 2004 d'Hydro-Québec, p. 104.*



Plus encore, nos jeunes diplômés verront leurs talents et leur avenir sécurisé en mettant au point la nouvelle génération de technologies, modernes et non axées sur le recyclage des approches désuètes d'il y a quarante ans. Utopie ? Non. Déjà réalité, comme en témoigne l'exemple de la restauration, à Montréal, des logements sociaux de Benny Farm, récipiendaire du 1^{er} prix Holcim en développement durable – Amérique du Nord. Ce modèle 2005 de développement économique, tourné vers le présent et l'avenir, a un nom : il s'appelle Programmes d'économies d'énergie et Développement de sources alternatives.

«Ne pas éteindre des peuples pour allumer des villes» dit le conteur Michel Faubert. Tous les projets de barrages, petits et grands, déchirent aujourd'hui les communautés au Québec, comme ils déchirent les Cris, les Algonquins, les Atikamekws ou les Innus. En choisissant de se taire, c'est le peuple québécois en premier lieu qui risquerait l'extinction de sa modernité responsable. En cela, les jeunes, qui s'impliquent au Québec dans une multitude de causes, nous ouvrent la voie. Et nous saisissons avec enthousiasme et détermination l'occasion d'une fameuse et belle poignée de mains. Entre générations. Entre peuples.

Pour Fondation Rivières

Roy Dupuis, coprésident
Alain Saladzius, coprésident
Anne-marie St-Cerny, vice-présidente
Pierre Gaudreault, trésorier
Marie-Noëlle Choinard, secrétaire
Maxine Cunnyngham, administratrice
Suzann Méthot, administratrice
Véronique Labonté, administratrice
Florence Iarocque, administratrice
Maryse Pallascio, administratrice
Michel Gauthier, administrateur
Yann Perreau, administrateur
Paul Piché, administrateur
Mikaël Rioux, administrateur